



Alerte / en marche vers la privatisation de la démocratie ?

Alors qu'explose en France une demande sans précédent de démocratie de la part des citoyens et des citoyens, de *Nuit Debout*, aux *Gilets jaunes* (assemblées réunies à Commercy)... celles et ceux qui sont censés être au service de cette participation citoyenne, ne voient pas ou font semblant de ne pas voir, qu'une entreprise s'approprie et capte cette formidable émulation collective, qui représente un commun, puisque financé par des deniers publics et enrichis grâce au travail de toutes et tous.

Tous ces efforts collectifs pour mettre les citoyennes et les citoyens au cœur de la démocratie. Pour aller vers la transparence. De la coopération. Du partage. Des communs.

Pour quoi ?

Moi je croyais que c'était vraiment notre rêve d'asseoir les citoyennes et citoyens à la table des décisions.

A peine née, l'utopie d'une meilleure participation des habitantes et habitants de ce pays est déjà pervertie, et déjà gravement menacée.

En effet, j'ai la désagréable impression que tout notre travail immense, disséminé sur tout le territoire sert en fait à faire la courte échelle à *Cap Collectif* qui arrive en situation de quasi monopole sur la participation des citoyens par le numérique, non ? Pas vous, vous n'avez pas ce même ressenti ?

Pourquoi cette entreprise continue à jouer solo, à capter les contributions communes, et malgré toutes les demandes, à fermer son code ?

Et par quelle magie est arrivé ce quasi monopole alors que dans d'autres pays de nombreuses solutions libres, ouvertes et transparentes ont fait leur preuve ?

Mais de quoi parlons-nous ?

Nous parlons de privatisation de la démocratie. De logiciel libre. De logiciel propriétaire.

Avons-nous compris qu'un code fermé et propriétaire c'est comme un brevet *Monsanto* ? Qui s'approprie le vivant, qui fait disparaître la diversité du vivant et donc des espèces, qui privatise le commun, qui installe une dépendance mortifère avec sa solution et nécessite de toujours racheter la même solution ?

Avons-nous bien compris qu'un code propriétaire s'est s'approprier la richesse offerte par les gens, leur travail, leurs données ?

Avons-nous bien compris qu'un code propriétaire c'est une boîte noire en qui personne, je dis bien personne, à part celui qui l'a codé, ne peut avoir confiance ?

Je l'ai dit gentiment, plusieurs fois, le code propriétaire est l'inverse de l'idéal démocratique.

Si la démocratie à laquelle nous aspirons tant peut compter sur le numérique pour émerger, comme pour faillir définitivement sur les menaces qui pèsent fortement sur elles : surveillance des opinions des citoyens, fichage, commercialisation des bases de données, ingérences, etc... il n'y a que le logiciel libre qui peut garantir les conditions de transparence, de responsabilité collective (hackers, développeurs, usagers, citoyennes et citoyens, associations de liberté et neutralité du net), qui coopérant les unes avec les autres, peuvent être les seuls garants d'un processus numérique démocratique sincère et sous surveillance.

En aucun cas, je dis bien en aucun cas, un logiciel fermé et propriétaire ne peut répondre à cette condition nécessaire et non négociable.

Quelle est la finalité de tous nos travaux dans cette communauté des passionné.e.s des questions de démocratie et de pouvoir des citoyen.ne.s ?

Travaillons-nous ici pour la privatisation de la démocratie ? Pour sa captation aux mains de quelques uns travaillant dans l'opacité ?

Bon si c'est le cas, confions les clés directement à *Facebook* pour organiser notre démocratie, hein. Ça sera une belle réussite. Bravo la communauté ! Sacrée vision.

Cette fois-ci, vous l'avez compris, je ne rigole plus. Je mets en cause ici certains membres fondateurs de *Démocratie Ouverte* de faire du rabattage pour *Cap Collectif*. Une solution contraire au mantra de DO écrit ci-dessus : transparence - participation - collaboration.

Comment je le sais ? C'est tout simplement que ça m'est arrivé de le vivre. En 2015, alors que je projetais l'idée d'une expérimentation au service des citoyennes et des citoyens pour qu'elles et ils deviennent directement acteur et actrices des lois, Armel Le Coz m'a gentiment proposé de demander à Cyril Lage fondateur de *Cap Collectif* d'utiliser gratuitement, en marque blanche, leur plateforme.

Je ne sais pas à combien d'entre nous cette proposition a été faite. D'ailleurs ça m'intéresse de savoir qui travaille avec des solutions *Cap Co* pour comprendre l'entendue du problème et du désastre dans lequel nous nous sommes mis.

De notre côté, il en était hors de question, un de nos principes fondateurs était que tout ce qui serait créé par nos petites mains serait libre, public, partageable et pourrait servir à toutes et tous. C'est exactement ce qu'il s'est passé, on s'est servi d'autres travaux d'autres équipes par delà le monde et on a offert nos travaux à d'autres équipes qui les ont adaptés en fonction de leurs besoins. Tous ces travaux sont à dispo de toutes et tous. Et n'importe quel codeur peut venir voir le cœur du réacteur, déceler les failles, les signaler, et donc les réparer, etc...

De plus, le propriétaire annihile toute opportunité de coopération de toutes les organisations qui œuvrent en faveur de la démocratie par l'outil numérique.

Dans le monde du libre, les orga, les structures, les communautés coopèrent, enrichissent, se font grandir mutuellement.

Pour moi, les plus grands visionnaires de notre ère sont Richard Stallman, *Wikipédia*, Edward Snowden, Aaron Schwartz, Birgitta Jonsdottir, Audrey Tang.

Celles et ceux qui se battent par et pour les citoyen.ne.s, la connaissance partagée, la coopération de pair à pair, la transparence, l'émancipation de toutes et tous par toutes et tous. Qui ont compris que philosophiquement les choix de code d'algorithmes sont par essence politique.

Et vous, qui sont vos héros ? Zuckerberg ? *Cambridge Analytica* ? *Monsanto* ? *Bayer* ?

Nous avons donc à l'époque refusé cette proposition d'utiliser en marque blanche et gratuitement la plateforme de *Cap Collectif*. Mais combien ont accepté la bonne affaire ? En toute bonne foi, sans comprendre les enjeux immenses autour de la bataille des bases de données, l'ouverture des données, des choix d'algorithme, de la surveillance.

Vous connaissez toutes et tous l'adage, "*si c'est gratuit, c'est toi le produit*".

Revenons un peu en arrière, la plateforme en question originelle qui a donné naissance à *Cap Collectif*, Parlement et citoyens, a été construite bénévolement par un tas de gens extraordinaires, qui ont vu leur travail capté, et fermé dans *Cap Collectif* — c'est un tout premier scandale — qui l'a vendu et revendu à des collectivités ou "*prêté*" à des expérimentations citoyennes ?

Un intense travail de lobbying en faveur de *Cap Collectif* a été fait par *DO*, *System D*, et plus ça va, plus je trouve toutes ces organisations dangereusement consanguines. Nous luttons contre les conflits d'intérêts en politique, soyons toutes et tous évidemment irréprochables sur ce plan là et en alerte constante sur les phénomènes de "bandes organisées", l'une des racines du mal politique. Les gardes fous ont-ils été posés collectivement ?

Croyant dans la bonne foi de toutes et tous, nous n'avons pas réalisé qu'une fuite en avant avait lieu, sous nos yeux.

On arrive aujourd'hui ce mercredi 29 janvier 2019 à un énorme gag sur ce nouvel épisode du *Grand débat*, opération massive de communication gouvernementale : *Cap Collectif* met en place les plateformes de tous les cotés *CESE*, gouvernement, *Gilets jaunes*, provoquant un énorme malaise de ces derniers lorsqu'ils ont compris qu'ils partageaient le même outil et même prestataire, et une défiance accrue envers les outils au service de l'expression citoyenne pour celles et ceux qui s'intéresseraient aux dispositifs.

En tous les cas, quel intense travail de lobbying, remarquable, si ça n'avait pas de conséquences aussi dramatiques pour la démocratie : un nouvel argument de défiance (comme s'il en manquait) et une gabegie (comme s'il ne manquait pas des fonds pour les hôpitaux, les écoles, etc...)

Aujourd'hui, *Cap Collectif* est financé à millions par l'Etat (je précise que je me réjouis toujours des réussites entrepreneuriales, quand elles allient l'intégrité des moyens et de la fin).

Je serais donc la première à applaudir ce succès si le code était ouvert. Cette publication du code a été souvent promise, jamais effectuée. C'est pourtant d'une facilité déconcertante de le faire.

La fin ne justifie pas les moyens, ils en préfigurent la fin.

Le sujet est donc très simple.

Cap Collectif étant en mesure de vendre ses plateformes grâce à un immense travail collectif en faveur de la participation citoyenne, dont nous sommes toutes et tous actrices et acteurs ici-mêmes (et pas que nous évidemment), et financé avec les deniers publics, donc l'argent des français, il n'est plus question de continuer à tolérer ce qui était déjà hier intolérable : le code doit être ouvert et publié.

Comment imaginer rétablir un lien de confiance dans la société avec des boîtes noires ?

La démocratie se fonde sur la transparence de la décision publique, sa souveraineté, sa responsabilité, comment imaginer une seconde que les outils à son service ne soit pas fondé sur les mêmes obligations de transparence, souveraineté et responsabilité ?

Avons-nous bien réalisé l'insurrection en cours, comment imaginer qu'ici aussi on ajoute du chaos au chaos ? Sérieusement, c'est notre rôle ?

Soyons sérieux et sérieuses, soyons responsables.

Il est temps de se reprendre.

Il est temps d'être exigeantes et exigeants sur les choix philosophiques, éthiques et techniques que nous portons.

Éthique du code, éthique en politique, éthique des organisations, ce sont des actes, pas des mots.

Voici donc, pour progresser vers cet idéal éthique et démocratique, 3 demandes et propositions :

▣► Premièrement, je demande donc officiellement à *Cap Collectif* de publier son code. Et je vous demande, chaleureusement, à chacune et chacun d'entre vous, usagers et usagères, en tant qu'orga ou en tant que citoyen.ne.s d'en faire de même. Ou alors d'assumer publiquement votre choix du logiciel propriétaire avec tout ce que cela comporte d'antagonique avec les principes fondamentaux de la démocratie.

▣► Deuxièmement, je demande aux instances de *Démocratie Ouverte* de favoriser la diversité des acteurs, des solutions, de ne plus recommander ou contribuer à des outils en logiciels propriétaires, de ne plus jamais favoriser une entreprise de participation par rapport à d'autres.

Je demande aussi que soit écrit un code de conduite éthique dans ces instances qui fixe les gardes fous et empêcher d'éventuels conflits d'intérêt.

Je tiens aussi à rappeler ici la responsabilité qui est la nôtre dans l'avenir de la démocratie de notre pays, nos choix nous engagent vis à vis des générations futures. Sommes-nous vraiment pour la privatisation du processus démocratique ? Avons-nous réellement conscience des conséquences de nos actes aujourd'hui ?

▣► Enfin je demande à toutes les institutions, aux collectivités, de ne plus reproduire leurs erreurs en utilisant des solutions opaques : erreur sur la souveraineté des données, erreur sur la sécurité des outils, erreur et gabegie budgétaires.

L'Etat français a souvent compris ces enjeux, notamment pour la souveraineté de ses administrations, j'ai bien peur qu'actuellement nous soyons en phase de régression de cette compréhension,

obnubilés par l'imaginaire dévastateur de la *Start up Nation* qui ne cesse de faire du tort à notre cohésion nationale et des acteurs de la *Civic tech* qui oublient que le code est politique par essence. Qu'ils continuent à *faire mumuse* dans le secteur marchand sans problème, mais travailler à la démocratie nécessite responsabilité, maturité, discernement, vision long terme. La démocratie s'effondre partout, le processus démocratique ne peut être un business comme un autre, la démocratie pour être vivante est une pratique fragile, subtile, en danger dont nous devons prendre le plus grand soin.

Il y a les budgets nécessaires à l'émergence de nouvelles pratiques démocratiques, ce n'est pas le problème, il y a plus de moyens que d'acteurs, la question c'est comment empêcher la privatisation, le détournement de l'essence même de ces nouvelles pratiques.

Je vous remercie.

NB : je précise que je n'ai aucun intérêt économique dans cette histoire, je ne suis pas liée financièrement à quelque entreprise de logiciel de participation que ce soit.

*Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart.
Ses contenus n'engagent pas la rédaction.*